

Schnider, Schweingruber, Segmüller, Seiler Hanspeter, Seiler Rolf, Sieber, Singeisen, Spoerry, Stalder, Stamm Judith, Stamm Luzi, Steffen, Steiger Hans, Steinegger, Steiner Rudolf, Strahm Rudolf, Stucky, Suter, Theubet, Thür, Tschäppät Alexander, Tschopp, Vollmer, Wanner, Weder Hansjürg, Weyeneth, Wick, Wyss William, Zbinden, Züger, Zwygart (136)

Dagegen stimmen – Rejetten le projet:

Borer Roland, Dreher, Friderici Charles, Früh, Giezendanner, Jenni Peter, Kern, Miesch, Moser, Scherrer Jürg, Steinemann (11)

Der Stimme enthalten sich – S'abstiennent:

Bortoluzzi, Frey Walter, Müller, Sandoz, Vetterli (5)

Abwesend sind – Sont absents:

Aregger, Bär, Baumann Stephanie, Berger, Bezzola, Blocher, Bodenmann, Bonny, Brügger Cyrill, Brunner Christiane, Bühler Gerold, Carobbio, Couchepin, David, Epiney, Fischer-Sursee, Giger, Goll, Graber, Grendelmeier, Grossenbacher, Hafner Ursula, Heberlein, Herczog, Jaeger, Jäggi Paul, Leuba, Leuenberger Moritz, Marti Werner, Matthey, Meier Hans, Meyer Theo, Mühlemann, Philipona, Pidoux, Reimann Maximilian, Rohrbasser, Ruf, Rychen, Schmied Walter, Spielmann, Tschuppert Karl, Wiederkehr, Wittenwiler, Ziegler Jean, Zisyadis, Zwahlen (47)

Präsident, stimmt nicht – Président, ne vote pas:

Frey Claude (1)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

94.029

Technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern. Weiterführung

Coopération technique et aide financière en faveur des pays en développement. Continuation

Differenzen – Divergences

Siehe Seite 1019 hiervor – Voir page 1019 ci-devant
Beschluss des Ständerates vom 27. September 1994
Décision du Conseil des Etats du 27 septembre 1994

Art. 1 Abs. 1

*Antrag der Kommission
Mehrheit*

*Festhalten
Minderheit
(Moser, Steffen)*

Zustimmung zum Beschluss des Ständerates

Antrag Columberg

.... ein Rahmenkredit von 3800 Millionen Franken für

Art. 1 al. 1

Proposition de la commission

Majorité

Maintenir

Minorité

(Moser, Steffen)

Adhérer à la décision du Conseil des Etats

Proposition Columberg

.... un crédit de programme de 3800 millions de francs

Eggy Jacques-Simon (L, GE), rapporteur: Le 14 juin 1994, vous vous en souvenez sans doute, le Conseil national a adhéré au projet du Conseil fédéral en ce qui concerne le crédit-cadre de coopération technique et d'aide financière en faveur des pays en développement. Nous avons donc voté un crédit-cadre de 3,9 milliards de francs, opérationnel à compter de l'année 1995.

Le 27 septembre 1994, après un débat très vif, le Conseil des Etats a voté un montant différent; il s'en est tenu à 3,7 milliards de francs, après avoir écarté d'ailleurs une proposition qui voulait réduire cette somme à 3,4 milliards de francs.

Je vous signale, pour que vous ayez un point de référence, que le programme de législature 1991–1995 prévoyait, lui, un crédit-cadre de 4,2 milliards de francs. Avec 3,9 milliards de francs, nous sommes déjà en dessous de la planification financière.

Notre commission s'est réunie le 18 octobre dernier en procédure d'élimination des divergences. Une minorité de la commission a proposé le ralliement à la décision du Conseil des Etats. Cette proposition de minorité a été battue en commission par 17 voix contre 6.

M. Columberg, qui défend ici sa proposition, suggérait un compromis, soit 3,8 milliards de francs. Cette proposition fut écartée en commission par 17 voix contre 7.

La majorité de la commission, que je représente, vous demande de maintenir notre décision antérieure de 3,9 milliards de francs. La prise de position, en commission, a reflété le débat du Conseil des Etats. Je passe très rapidement en revue les arguments en faveur de la proposition de la minorité de la commission. C'est évidemment la situation des finances fédérales; c'est le fait que le crédit-cadre actuel n'est pas encore tout à fait épuisé; c'est le fait que, budgétairement, on n'échappe pas à la nécessité de réduire les crédits de paiement, déjà d'ailleurs pour le budget 1995, et très probablement pour les années suivantes; c'est le fait aussi que, même avec 3,7 milliards de francs, il y aura encore et toujours une croissance réelle en montant annuel, croissance réelle que l'on a connue pour les crédits en faveur des pays en développement depuis 1981; finalement, c'est, en comparaison internationale, le fait que nous ne soyons tout de même pas la lanterne rouge.

Des doutes ont été émis, les doutes habituels, sur l'efficacité de l'aide au tiers monde. Et puis, il y a l'aspect psychologique, et cela a fait du bruit – notamment après certaines déclarations au Conseil des Etats – jusque dans la presse. On ne pourrait pas ne pas réduire ce montant du crédit-cadre quand on pense à ce qu'on demande aujourd'hui comme sacrifices aux rentiers AVS ou aux paysans de montagne.

A l'instar du Conseil fédéral, la majorité de la commission n'a pas du tout suivi ce raisonnement. Question d'efficacité. L'efficacité de la coopération au développement se discute, bien sûr, mais on peut faire état, à propos notamment de l'application du dernier crédit-cadre, de bonnes et nombreuses réalisations. Parfois, par exemple, ce que Berne donne à une organisation d'entraide, c'est le minimum pour que cette organisation puisse faire ce qu'elle a projeté, et le minimum notamment pour des actions de survie. Alors, aux yeux de la majorité de la commission, la comparaison avec les rentiers AVS ou avec les paysans de montagne a quelque chose d'indécent, compte tenu de notre richesse comparative.

Même si quelques pays ne font pas plus que nous, d'autres, qui sont d'importance comparable à tous égards, font mieux: la Suède, sans parler de la France ou de l'Allemagne. Je vous rappelle que nous n'avons toujours pas atteint le pourcentage du produit national brut en ce qui concerne l'aide publique recommandée par l'OCDE.

Il y a un enjeu général de politique de sécurité et de politique étrangère que notre Parlement et que notre Conseil ont reconnu à plusieurs reprises. Il y a donc une intention politique, il y a un signe politique qui indique et qui implique un crédit-cadre programme. Il n'est donc pas normal, aux yeux de la majorité de la commission, d'opposer cela aux rentiers AVS ou aux paysans de montagne.

Certes, il faut être réaliste. Il y a, aujourd'hui, le problème des finances fédérales. Il y a la question de nos budgets annuels. Mais en regard de ça – et nous avons reçu quelques lettres à ce sujet –, il faut aussi envisager l'intérêt économique à terme de la coopération au développement. Ce sont des marchés pour nos exportateurs et pour nos investisseurs. Si, pour des questions financières, nous réduisons trop notre crédit-cadre pour la coopération au développement, nous mettons en cause, en question certains investissements qui sont actuellement faits dans le tiers monde. Cela, certainement à long terme, est un calcul qui n'est pas bon pour notre économie. C'est vrai que, dans le budget 1995, nous avons coupé un peu partout. C'est vrai que là nous avons également coupé dans l'aide au développement. Mais c'était une coupure qui avait lieu dans un ensemble, et non pas une coupe spéciale, isolée, hors de l'ensemble, dans un secteur à part, jugé par d'aucuns comme peu dommageable et, par conséquent, on peut tailler là spécialement, alors qu'on ne taillerait pas dans un crédit-cadre dans un autre domaine.

Il est normal, aux yeux de la majorité de la commission, de distinguer entre les crédits-cadres et les crédits de paiement, entre un crédit-programme et les tranches budgétaires concrétisant ce crédit-cadre. Et même si, au fil des tranches budgétaires qui seraient réduites, le crédit-cadre ne serait pas épuisé, ça n'aurait pas la même signification politique. Couper dans un crédit-cadre qui s'inscrit dans une continuité, cela aurait une signification politique qui, aux yeux de la majorité de la commission, serait une signification politique négative.

A la rigueur, on pourrait examiner un jour comment, dans la coopération au tiers monde, on pourrait faire autant avec moins; autrement dit, comment on pourrait éviter un certain gaspillage dans le tiers monde. C'est naturellement une vaste question. Mais, en l'occurrence, il ne s'agit pas de cela, il s'agit bien, pour la minorité de la commission qui propose une réduction du crédit-cadre, de faire moins.

C'est pourquoi la majorité de la commission vous demande de ne pas jouer à ce jeu facile qui consiste à couper dans un secteur considéré comme peu sensible psychologiquement et électoralement. Elle vous propose de maintenir la décision antérieure de votre Conseil, soit un crédit-cadre de 3,9 milliards de francs.

Zbinden Hans (S, AG), Berichterstatter: Auf den ersten Blick ist die Differenz zwischen dem Ständerat und dem Nationalrat ziffernmässig klein, aber es stecken ganz verschiedene Argumentationen dahinter.

Der Ständerat hat entschieden, dass dieser Rahmenkredit ein Volumen von 3,7 Milliarden Franken haben soll, der Nationalrat war der Meinung, dass er dem Bundesrat zu folgen habe, und er hat deshalb 3,9 Milliarden Franken beschlossen.

Wenn man die Diskussion in den beiden Räten miteinander vergleicht, kann man zusammengefasst folgendes sagen: Im Ständerat war man praktisch einhellig der Meinung, dass auch die Entwicklungszusammenarbeit im Rahmen der Opfersymmetrie Haare lassen müsse. Es wurde dargestellt, dass es gegenüber der Öffentlichkeit kaum plausibel darzustellen wäre, weshalb man im Rahmen der Entwicklungszusammenarbeit weder kürzen noch das Wachstum bremsen sollte. Im Nationalrat war die Meinung anders. Hier konnte man feststellen, dass die wachsende Bedeutung der Entwicklungszusammenarbeit erkannt worden ist und dass man vor allem gegenüber der DEH, was die Finanzierung anbelangt, auf Kontinuität setzen will. Das sind die beiden unterschiedlichen Ausgangspositionen.

Zur Frage der Konsequenzen dieser 200 Millionen Franken Differenz. Ich möchte zwei Argumente bringen, die auch in der Kommission mehrheitlich unterstützt worden sind.

1. Wenn wir das Wachstum bremsen, wenn wir allenfalls kürzen, dann müssen wir uns bewusst sein, dass die multilateralen Verpflichtungen fix sind, daran können wir nichts ändern; der Spielraum der bilateralen Hilfe hingegen wird dadurch eingeschränkt. Wie Untersuchungen in der Bevölkerung zeigen, ist die Akzeptanz bei der bilateralen Hilfe grösser als bei der multilateralen.

2. Das zweite Argument können Sie alle selbst überprüfen. Vorhin hat mein Vorredner aus der Romandie gesagt, dass es mit diesen Rahmen-, d. h. Verpflichtungskrediten, und den einzelnen Zahlungskrediten recht komplex sei. Nun kommt noch dazu, dass diese einzelnen Programme und Projekte zum Teil über Jahre hinweg laufen. Im multilateralen Bereich sind das drei bis acht Jahre, im bilateralen Bereich drei Jahre. Für uns Parlamentarierinnen und Parlamentarier ist es sehr schwierig zu erkennen, wie diese ganz komplexen, gestaffelten Zahlungen aussehen. Wenn wir noch die Teuerung dazunehmen und die Sanierungspakete berücksichtigen wollen, haben wir alle am Ende kaum noch eine Übersicht über alle diese finanziellen Teile. Ich möchte in diesem Sinne Herrn Bundesrat Cotti und die DEH auffordern, uns demnächst eine solche systematische Darstellung zu unterbreiten, anhand welcher wir uns einen seriösen Überblick verschaffen können. Zuletzt noch zur Kommission. Wie sah es dort aus? Es gab drei Personen, Frau Rosmarie Bär, Frau Eva Segmüller und Herrn Peter Vollmer, die beantragt haben, dass wir am Entwurf des Bundesrates festhalten. Herr René Moser und Herr Albrecht Rychen waren der Meinung, dass man auf 3,7 Milliarden Franken heruntergehen solle und deshalb die ständerätliche Fassung unterstützen müsse.

Nun gab es noch eine Zwischenposition: Herr Dumeni Columberg hat eine Zwischenposition eingebracht, nämlich diese 3,8 Milliarden Franken. Am Ende wird jetzt das Ganze auf wenige Ziffern reduziert, und wir versuchen, mit diesen Ziffern Signale gegenüber der Öffentlichkeit zu geben.

Ich möchte Ihnen beliebt machen, dass Sie dem Antrag der Kommissionsmehrheit folgen und die anderen beiden Anträge ablehnen.

Moser René (A, AG), Sprecher der Minderheit: Bei der Behandlung dieses Geschäftes in unserem Rat am 14. Juni 1994 hatten Sie dem Antrag der Minderheit II (Moser, Steffen), den Rahmenkredit von 3,6 Milliarden Franken zu begrenzen, nicht zugestimmt; 3,9 Milliarden Franken wurden beschlossen (AB 1994 N 1039).

Nun hat der Ständerat zu unserem grossen Erstaunen für einmal auch bei den Entwicklungshilfe-Milliarden den Bremshebel angesetzt und eine Differenz zu unserem Rat geschaffen. Besonders aufschlussreich war in der ständerätlichen Debatte die Korrektur der zuvor herumgebotenen Wachstumszahlen bei der Entwicklungshilfe durch die Eidgenössische Finanzverwaltung. Sie stellte nämlich fest, dass das reale jährliche Wachstum bei den von unserem Rat beschlossenen 3,9 Milliarden Franken nach Berücksichtigung der Teuerung und des IDA-Kredites 3,9 Prozent ausmache. Stimmen wir heute den 3,7 Milliarden Franken des Ständerates zu, so bleibt unseren Hilfswerken immer noch eine Erhöhung um netto 3,3 Prozent reales Wachstum pro Jahr. Demgegenüber ist das geschätzte Wachstum des Bruttoinlandproduktes von jährlich real 1,5 bis 2 Prozent unbestritten.

Das Ausgabenwachstum bei der Entwicklungshilfe steht folglich auch bei den vorgeschlagenen 3,7 Milliarden Franken des Ständerates immer noch im krassen Missverhältnis zur finanziellen Situation unseres Landes. Ich frage mich, wie denn die Lobbyisten der Hilfswerke in diesem Rat die Sanierung der Bundesfinanzen bewältigen wollen, wenn sie nach wie vor ein übermässiges Ausgabenwachstum befürworten.

Ich erinnere Sie bei dieser Gelegenheit noch daran, dass sich die Ausgaben für die Entwicklungshilfe insbesondere als Ergebnis der konjunkturellen Jubeljahre während des letzten Jahrzehnts verdreifacht haben. Von Kürzungen in der Entwicklungshilfe kann überhaupt nicht die Rede sein! Das ist eine absurde Verdrehung seitens der Lobbyisten. Tatsache ist, dass wir lediglich das Ausgabenwachstum in der Entwicklungshilfe etwas bremsen wollen.

Frau Bär – sie ist nicht anwesend – lag völlig daneben, als sie bei der Behandlung in unserem Rat aussagte, der Kürzungsantrag der Minderheit II (Moser) komme einer eigentlichen Demontage unserer Entwicklungszusammenarbeit gleich (AB 1994 N 1035). Das Gegenteil ist der Fall. Mit der Erhöhung von 3,3 Milliarden Franken auf 3,7 Milliarden Franken Steuergeldern ist immer noch ein beachtliches reales Wachstum festzu-

stellen. Zudem ist es eine bodenlose Frechheit gewisser Hilfswerke, in den Medien zu behaupten, es sei für die Schweiz beschämend, lediglich 3,9 oder gar nur 3,7 Milliarden Franken für die Entwicklungshilfe auszugeben. Niemand im Ausland wird uns jemals eine solche Standpauke halten, wie sie uns unsere Hilfswerke in unserem eigenen Lande halten. Das ist beschämend. Ich meine, hier haben die Hilfswerke zuerst an sich selbst gedacht.

Dass zudem das Gejammer bezüglich angeblich mangelnder schweizerischer Solidarität gegen die Entwicklungsländer nicht gerechtfertigt ist, kann ich durch folgende Tatsache belegen: Private und staatliche Institutionen geben aus Solidarität rund 6 Milliarden Franken pro Jahr an ausländische Empfänger aus – aus Solidarität, Sie haben es schon recht gehört! Diese Solidaritätsleistungen, welche verifizierbar sind, betrachtet die Freiheits-Partei, gemessen an unserem Bruttoinlandsprodukt, als absolute Weltspitze.

Vergiessen Sie also keine Krokodilstränen, wenn wir jetzt bei der Entwicklungshilfe vom gewohnten Galopp in den Trab übergehen wollen! Bremsen müssen wir auch deshalb, weil wir nur Steuergelder für Entwicklungshilfe im gewohnten Rahmen ausgeben können, wenn wir unsere Staatsfinanzen in Ordnung bringen.

Schauen Sie sich doch einmal in unseren Nachbarländern um! Nehmen Sie zur Kenntnis, dass Italien und Österreich, gemessen am Bruttosozialprodukt, hinter uns liegen und dass Deutschland – das wurde auch erwähnt – seine Entwicklungshilfe von 1992 auf 1993 um 8 Prozent reduziert hat.

Sie hingegen wollen wie zu Hochkonjunkturzeiten immer noch Erhöhungen erreichen. Hören Sie seitens der Hilfswerks-Lobbies auf, uns als Wohlstandsegoisten zu verschreien, nur weil wir angesichts der Finanzmisere den Sparwillen nicht verloren haben.

Mit Befremden stelle ich fest, dass in letzter Minute dieser Sparwille auch noch aus ungewohnter Ecke angefochten wird. Zusammen mit den Hilfswerken setzen sich in einem Rundschreiben an alle Ratsmitglieder namhafte Wirtschaftsexponenten gegen die massvolle Reduktion zur Wehr. Es sind die gleichen Herren, welche immer wieder eine tiefere Staatsquote und bessere Rahmenbedingungen für unsere Wirtschaft fordern und sich jetzt gegen den vernünftigen Beschluss des Ständerates stellen. Es ist fatal, dass sich diese Exponenten aus der Wirtschaft nicht mehr Gedanken über die Auswirkungen ihrer Intervention machen. Solche Rückenschüsse animieren nicht zu sparsamerem Umgang mit unseren Steuergeldern.

An einer Pressekonferenz im September 1994 haben 51 Hilfswerksorganisationen, Missionsgesellschaften und entwicklungspolitische Organisationen ihre Solidarität mit den armeerfeindlichen SP-Initiativen «für weniger Militärausgaben» und «für ein Verbot der Kriegsmaterialausfuhr» zum Ausdruck gebracht. Die Frage sei erlaubt: Wo standen denn da die vorerwähnten Wirtschaftsführer, die jetzt Hand in Hand mit den gleichen Hilfswerken die fehlende Solidarität beklagen?

Ich kenne die Argumentation von Bundesrat Cotti jetzt schon, welcher natürlich auf der ausgabenfreundlichen Seite steht. Er meint sicher, wir dürften uns nicht an der aufmüpfigen Reaktion des Volkes orientieren, dem reichsten Land der Welt sei selbst in einer Finanzkrise das gewohnte Wachstum bei der Entwicklungshilfe zumutbar. Ach ja, wie war das anlässlich des Besuches in Südafrika? Da versprochen Sie, Herr Bundesrat – ruck, zuck! – 80 Millionen Franken direkte Hilfsgelder, derweilen am selben Tag in der Presse zu vernehmen war, man prüfe im Bundesrat, ob nicht aus Spargründen auf den AHV-Teuerungsausgleich bei unseren Rentnern verzichtet werden solle.

Eine Erklärung sind Sie den Rentnern schuldig geblieben. Ich habe überall gehört, dass sich die Rentner beklagen, für sie habe man kein Geld, für die Fremden in fernen Ländern aber wohl. Alle befürchten, dass die Zeche früher oder später durch Steuererhöhungen bezahlt werden muss.

Auch Frau Bundesrätin Dreifuss konnte es in Kairo nicht lassen. Sie verkündete selbstherrlich, dass sie für eine zusätzliche Erhöhung der Entwicklungshilfegelder sorgen werde. Ist es da noch verwunderlich, dass das Volk den Politikern und

unserer Regierung misstraut? Sie können sich vorstellen, dass wir die Wählerinnen und Wähler im Oktober 1995 an diese Politik werden erinnern müssen.

Den missionarischen Antrag von Kollege Columberg für 3,8 Milliarden Franken lehnt die Freiheits-Partei genauso ab wie den Antrag der Kommissionsmehrheit, welche an den 3,9 Milliarden festhalten möchte. Kunststück, wenn die Mehrheit mit irgendwelchen entwicklungspolitischen Organisationen oder Hilfswerken verhängt ist!

Ich bitte Sie, den Minderheitsantrag zu unterstützen und gemäss Ständerat für 3,7 Milliarden Franken zu stimmen. Damit sind wir bei Gott noch dabei.

Mühlemann Ernst (R, TG): Ich muss als Präsident der Aussenpolitischen Kommission eine Erklärung abgeben. Ich bitte Sie, folgendes zur Kenntnis zu nehmen, was wir in der Kommission besprochen haben: Die 80 Millionen Franken für Südafrika waren keine zusätzlichen Ausgaben, sondern resultierten aus einer Umschichtung im Rahmen des bewilligten Kredites. Das sollte auch Herr Moser endlich zur Kenntnis nehmen.

Columberg Dumeni (C, GR): Herr Moser, Sie haben mich als Missionar bezeichnet. Das ist gar nicht so daneben, denn schliesslich komme ich aus einem Klosterdorf.

Zum Differenzbereinigungsverfahren: Es geht darum, eine Einigung mit dem Ständerat zu erzielen. Wir sollten das ohne Emotionen und persönliche Angriffe machen. Beim Einigungsverfahren geht es nicht mehr um Wunschvorstellungen, sondern um die einfache Frage: Wo finden wir realistischerweise einen gemeinsamen Nenner?

Die Ausgangslage ist klar. Sie wurde geschildert. Wir haben uns anlässlich unserer ersten Beratung für einen Rahmenkredit von 3,9 Milliarden Franken entschieden, und die Mehrheit der Kommission beantragt Festhalten. Der Ständerat hat mit 24 zu 16 Stimmen einen Kreditrahmen von 3,7 Milliarden Franken beschlossen. Dabei muss beachtet werden, dass eine Minderheit im Ständerat – 7 Stimmen – sich sogar mit 3,4 Milliarden begnügen möchte.

Bei einer realistischen Einschätzung dieser Ausgangslage muss sich der Ausweg zwischen diesen beiden Eckwerten 3,9 Milliarden und 3,7 Milliarden Franken befinden, und das sind 3,8 Milliarden Franken. Dieser Betrag ist sicher auch angemessen und vertretbar. Obwohl ich persönlich recht viel Sympathie für mehr Mittel hätte, müssen wir unsere finanzpolitischen Schwierigkeiten beachten. Im Sinne einer Opfersymmetrie müssen alle Kreise bei den Sparbemühungen mitwirken. Im Rahmen der Budgetberatungen wurden teilweise erhebliche Kürzungen vorgenommen. Es stellt sich auch die Frage der Ehrlichkeit und der Glaubwürdigkeit. Es ist nicht korrekt, grosszügige Rahmenkredite zu sprechen, also Verpflichtungen einzugehen, und nachher beim Budget Kürzungen vorzunehmen, d. h., die Zahlungskredite zu verweigern. Das ist keine ehrliche und auch keine glaubwürdige Politik. Es ist nicht korrekt, etwas zu versprechen und die Versprechen nachher, beim Budget, nicht mehr einzuhalten.

Schliesslich dürfen wir auch die innenpolitische Lage nicht ausser acht lassen. Langfristig werden unsere technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe zugunsten der Entwicklungsländer nur dann erfolgreich sein, wenn sie innenpolitisch abgestützt sind. Auch aus dieser Sicht ist eine bescheidene Kürzung der beantragten Kredite notwendig. Andernfalls werden wir bei breiten Volkskreisen kein Verständnis finden. Sie werden nicht verstehen – ich denke beispielsweise an das Berggebiet –, warum für wichtige Vorhaben im Inland Kürzungen, zum Teil massive Kürzungen, verfügt werden, die Auslandhilfe aber fast ungeschoren davonkommt.

Der Kompromissvorschlag von 3,8 Milliarden Franken lässt sich auch materiell vertreten. Damit setzen wir ein politisches Zeichen für unser langfristiges Engagement in der weltweiten Völkergemeinschaft.

Die Schweiz ist seit 1945 darauf angewiesen, Tatbeweise für internationale Mitverantwortung zu erbringen. Die Entwicklungszusammenarbeit ist seit 30 Jahren ein solcher Beweis. Die OECD fordert von uns seit langem, wir müssten mehr tun. Kürzlich hat auch der Internationale Währungsfonds diese

Forderung wiederholt. Mit dem Vermittlungsvorschlag erfüllen wir diese Forderung. Damit setzen wir aber auch ein Zeichen für die Folgemassnahmen, für benachteiligte Entwicklungsländer im neugestalteten Gatt-Regelwerk.

Mittel- und langfristig ist die Entwicklungszusammenarbeit für die Schweiz in doppeltem Sinne eine Rückversicherung. Unser Platz auf den Weltmärkten hängt auch von unserer Reputation als kooperatives Mitglied der Völkergemeinschaft ab, und unser Wohlstand ist gefährdet, wenn das Gefälle zwischen Norden und Süden, zwischen Arm und Reich grösser wird. Japan zum Beispiel ist sich dessen voll bewusst und handelt entsprechend im ostasiatischen Raum.

Der Kompromissvorschlag von 3,8 Milliarden Franken soll auch deutlich machen, dass Bundesrat und Parlament auch in schwierigen Zeiten der Bundesfinanzen am langfristigen Ziel festhalten, dass wir bereit sind, mehr für bessere, ausgewogenere Verhältnisse in der Völkergemeinschaft zu tun.

Aus diesem Grunde ersuche ich Sie, dem Kompromissvorschlag von 3,8 Milliarden Franken zuzustimmen. Wir haben gute Chancen, dass auch der Ständerat dieser vernünftigen Vermittlungslösung zustimmt.

Aubry Geneviève (R, BE): Je préciserai tout de suite que le groupe radical-démocratique n'a pas eu connaissance de la proposition Columberg, mais que, dans sa majorité, il se rallie à la décision du Conseil des Etats, donc à la proposition de la minorité de la commission, de ramener à 3,7 milliards de francs le crédit de programme en faveur des pays en voie de développement.

Il ne nie pas la nécessité de démontrer la solidarité de notre pays dans ce domaine. Le crédit demandé par le Conseil fédéral est un crédit-cadre, qui permet, comme vous le savez, d'élaborer des projets d'aide au développement durant les quatre prochaines années. Dans sa volonté d'épargne, le Conseil des Etats a compris que l'on ne peut donner davantage que ce que l'on possède. Les mesures d'économie à l'égard du budget ont touché tous les domaines, pratiquement sans exception. Celui du crédit de programme en faveur des pays en voie de développement n'a donc pas été épargné.

Nous savons que les projets de l'aide suisse au développement sont unanimement appréciés pour leur qualité. Si nous réduisons cette aide de 200 millions de francs, la qualité, certes, n'en pâtira pas, mais, provisoirement, le nombre des projets diminuera quelque peu. J'ai dit provisoirement, car il se peut que, dans les années prochaines, selon l'état du budget et de nos finances, nous puissions revenir sur ces crédits et les augmenter.

C'est donc une proposition de raison que vous fait le groupe radical-démocratique dans sa majorité, une proposition de période de vaches maigres. Nous n'ignorons pas les innombrables problèmes qui se posent aux populations des pays en voie de développement, mais ayant assaini le budget, nous pourrions alors nous engager davantage. Et ce n'est pas un jeu comme le prétend le rapporteur de langue française de la commission.

Afin de ne pas bloquer ce message, de ne pas mettre en péril les programmes d'aide au développement, nous vous demandons de suivre le Conseil des Etats et de voter la proposition de la minorité, soit 3,7 milliards de francs. Il faut être réaliste, a dit notre rapporteur, M. Eggly. Eh bien, soyons réalistes et votons selon nos moyens!

Segmüller Eva (C, SG): Die CVP-Fraktion ist sich in einem einig: Wir lehnen die Kürzung des schon zurechtgestutzten Rahmenkredites von 3,9 Milliarden auf 3,7 Milliarden Franken ab. Entwicklungszusammenarbeit ist eine langfristige Angelegenheit und muss geplant werden. Da die multilateralen Kredite nicht so einfach gekürzt werden können, da wir keinen Einfluss auf unsere Beiträge an die Weltbank haben, ist klar, dass jede Kürzung auch bei den Rahmenkrediten voll auf die bilateralen Programme durchschlägt, und da stimmen wir nicht zu. Konsequenterweise vertritt die Mehrheit der CVP-Fraktion daher die Haltung: Festhalten am ursprünglichen Beschluss von 3,9 Milliarden Franken. Im Sinne einer Verständigungslösung,

eines Entgegenkommens gegenüber dem Ständerat, könnte sich eine starke Minderheit allenfalls – im Sinne eines Eventualvorschlages – auch mit dem Antrag Columberg (Kürzung auf 3,8 Milliarden Franken) abfinden.

Wir empfehlen Ihnen deshalb: erstens Ablehnung von 3,7 Milliarden Franken gemäss Beschluss des Ständerates; zweitens Festhalten am Beschluss des Nationalrates, also an 3,9 Milliarden Franken; drittens eventualiter, als realistischer Vermittlungsvorschlag, Zustimmung zum Antrag Columberg auf 3,8 Milliarden Franken.

*Die Beratung dieses Geschäftes wird unterbrochen
Le débat sur cet objet est interrompu*

*Schluss der Sitzung um 13.00 Uhr
La séance est levée à 13 h 00*

Technische Zusammenarbeit und Finanzhilfe zugunsten von Entwicklungsländern. Weiterführung

Coopération technique et aide financière en faveur des pays en développement. Continuation

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1994
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Nationalrat
Conseil	Conseil national
Consiglio	Consiglio nazionale
Sitzung	11
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	94.029
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	14.12.1994 - 08:00
Date	
Data	
Seite	2342-2345
Page	
Pagina	
Ref. No	20 024 908

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.

Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.